

Annexe 1 - Table ronde

Pascal Combemale

Je suis sensible à l'honneur qui m'est fait de présider cette table ronde. Ne pouvant l'imputer à mes compétences de comptable national, j'en déduis que c'est une promotion à l'ancienneté. Je m'autorise donc du privilège de l'âge pour commencer par rendre plusieurs hommages. D'abord à mon ami Jean-Paul Piriou, auquel la vulgarisation de la CN doit beaucoup (la première édition de son *Repères* date de 1987, en concurrence avec le très bon manuel d'Édith Archambault) ; pour avoir été l'un de ses chargés de TD dans les années 80, je sais quelle place occupait alors cet enseignement, souvent associé à un cours d'Économie descriptive, qui n'existe généralement plus, à tort. Jean-Paul était un passionné de comptabilité nationale, et c'était contagieux, grâce à ses talents pédagogiques. Je me souviens également du respect qu'il témoignait à André Vanoli ; il a dû beaucoup ferrailer pour que La Découverte publie son *Histoire de la Comptabilité Nationale* ; il n'est pas facile de convaincre un éditeur de prendre ce type de risque commercial... Par la suite, j'ai découvert que les éditions successives de son manuel devaient beaucoup à un agent de l'intérieur, Jacques Bournay, auquel je tiens à rendre un hommage admiratif et amical, à la fois pour sa compétence et pour ses qualités humaines. Je souhaite enfin, car il est décédé l'année dernière, rendre hommage à un autre ami, François Fourquet, dont *Les Comptes de la puissance : histoire de la comptabilité nationale et du Plan*, (1980) ont contribué à faire de la comptabilité nationale un sujet vivant, politiquement vivant.

J'en viens maintenant à mon point de départ, qui est plus symptomatique qu'anecdotique : la quasi-disparition de la CN des programmes des prépas BL, lesquelles sont le creuset de la formation d'une fraction importante des économistes académiquement les plus reconnus, via les concours des ENS, de l'Ensaë, puis les Masters étoilés. Quasi disparition à la demande d'une majorité de mes collègues, dont la totalité des plus jeunes. Pour quelqu'un de ma génération, un tel abandon est tout simplement idiot, incompréhensible. Au point que j'ai eu le sentiment désagréable de ne pas pouvoir plaider pour la défense de la CN, argumenter, face à une telle rupture de paradigme ou de langage commun. Comment donc enseigner la macro sans commencer par la compta nationale ? Au mieux ne subsisteront que les quelques pages du premier chapitre des manuels américains, qui sont désormais les tables de la loi (nous sommes loin du Malinvaud, ou du Abraham-Frois ; une exception à cette tendance est le manuel d'Économie générale de Frédéric Poulon, qui continue à

accorder un place importante à la CN, parce qu'il est circuitiste.). Pour être plus précis, ce dont mes jeunes collègues voulaient se débarrasser, leur bouc émissaire, c'était le TEE. Ne parlons même pas du TES, qui leur paraît aussi démodé que les œuvres complètes du camarade Staline. Ma question est donc : comment en est-on arrivé là ?

Tenter d'y répondre impose de prendre un peu de recul historique. Dans ma lointaine jeunesse, les années 70, nous étions à la fois accros à la CN, sans le savoir, mais aussi, je n'ai pas dit « en même temps », critiques (la mode était à la critique). Accros, car nous étions, au choix, régulationnistes, marxistes, structuralistes, développementistes : c'était l'époque grandiose de la Fresque historique du système productif (1974) ; ou de STAR (même année ; j'aimais bien star), également de l'analyse en sections d'Hugues Bertrand, 1978 (là au moins, il fallait un TEI). Tout ceci formait un ensemble, auquel on peut associer Données sociales (qui date de 1973, dont le rédacteur en chef était Alain Darbel, proche de Bourdieu depuis l'Algérie ; séquence nostalgie, je me souviens du « Partage des bénéfices », qui date de 1967). Car l'économique n'était pas dissocié du social, ce qui était d'ailleurs le credo des SES au lycée, effet de génération, là encore.

Étaient donc privilégiées les analyses macro, systémiques, de la dynamique contradictoire du capitalisme. Tout ceci aurait été impossible sans les données et le cadre de la CN (il suffit de songer à une simple décomposition comptable du taux de profit, dont nous étions alors, et sommes toujours, très friands). A fortiori pour ceux d'entre nous qui étaient ultra-keynésiens, en particulier les circuitistes, se référant à une économie monétaire de production, soit la théorie la plus proche de la CN, au point parfois de confondre les identités comptables et les relations causales.

Toutefois, à la même époque, la CN était également critiquée en tant qu'outil idéologique masquant les rapports sociaux de production, les relations de classes (rétrospectivement cela paraît curieux, car on pourrait tout aussi bien considérer la CN comme crypto-marxiste : la valeur est créée par le travail rémunéré, elle se partage entre salaire et profit). Existait également une critique écologique (L'anti-économique d'Attali et Guillaume date de 1974). Et une critique féministe (l'article de Chadeau et Fouquet, sur le travail domestique date de 1981).

Le tournant fut l'offensive des nouveaux classiques, la descente aux enfers de la macro keynésienne : « the death of keynesian economics » est proclamée par Lucas en 1980. Il en résulta une marginalisation de la macroéconomie à l'ancienne, celle qui reposait sur

l'hypothèse de « no-bridge », justifiée par l'obstacle jugé insurmontable de l'agrégation, en particulier des fonctions, qui fermait la voie microéconomique.

Or, la jeune génération de mes collègues a été formée pendant ces années de contre-révolution, quand la macro à agent représentatif et anticipations rationnelles, sur fond d'équilibre général, n'est finalement plus qu'une micro étendue. Domine alors le paradigme individualiste, l'obsession des fondements micro, la représentation de l'économie globale comme un système de marchés et non comme un circuit. Tout ceci tend à occulter la CN, en même temps d'ailleurs, car je crois que tout est lié, que l'HPE, qui est progressivement évincée, elle aussi, des cursus universitaires. Or, avec l'HPE, à commencer par la présentation de l'économie classique, ricardienne et marxiste, disparaissent les interrogations sur la valeur et la répartition (fonctionnelle, factorielle, sociale) ; il n'y a d'ailleurs plus de cours sous cet intitulé (Valeur et Répartition de Benetti date aussi de 1974). Disparaît également, ce que Schumpeter appelait l'analyse monétaire, évincée par l'analyse réelle. Ou, sur l'autre versant, la représentation autrichienne, méso-économique, du processus de production et d'accumulation, avec sa dimension temporelle et ses irréversibilités. Enfin, point crucial selon moi, on ne se réfère plus au concept de surplus, qui est pourtant à la fois, dynamique (condition de l'accumulation), sociologique (condition de l'existence de classes) et politique (car l'affectation du surplus détermine la trajectoire de l'économie). D'ailleurs on ne s'interroge plus ou peu sur les concepts : qu'est-ce que la valeur ? Le capital ? Le marché ? Or, l'un des intérêts de la CN consiste à se poser ce type de questions, toujours d'actualité : comment délimiter la production ? Les fonctionnaires sont-ils productifs ? Comment définir et mesurer la valeur économique à l'ère du numérique, des plateformes, etc. Parvient-on à mesurer les gains de productivité ? Que fait-on du travail domestique, du travail bénévole ? Sur longue période, la marchandisation, la monétarisation d'une partie croissante de ce qui était du travail domestique, pour l'essentiel féminin, dont le soin, le care, aux enfants et aux personnes âgées, etc. n'induit-elle pas un biais important, comme une illusion de croissance ?

Ce ne sont que quelques-unes des questions suscitées par un cours de CN, dont l'expérience montre qu'elles intéressent les étudiants et stimulent leur réflexion. Mais, pour les raisons que nous venons d'évoquer, la tendance est au contraire à la marginalisation, la CN ne subsistant plus que de deux façons :

- quand est présenté, en introduction d'un cours de Macro, l'équilibre ressources-emploi, la difficulté consistant pour l'étudiant à comprendre ce qui distingue un équilibre comptable et un équilibre économique
- quand vient le moment de critiquer le PIB ; au point que sa critique est souvent plus connue que sa construction et sa signification...

Ce que je viens brièvement d'évoquer permet de comprendre, sans l'excuser, que les jeunes collègues ne veulent pas, disent-ils, « se prendre la tête » avec un cours de CN. Mais peut-être n'ont-ils pas complètement mesuré ce que l'on risque de perdre en pensant ainsi s'alléger.

En effet, dans tout cours d'introduction à l'économie il faut, me semble-t-il, commencer par construire l'espace au sein duquel identifier des agents, des relations entre eux, ce qui circule s'accumule, se transmet. Ce qui forme un système hiérarchisé. Cet espace peut être réduit à trois dimensions, plus une : réelle, monétaire, financière ; temporelle. Que l'on retrouve dans un TEE, qui permet de visualiser ces interdépendances, y compris, point essentiel, l'articulation entre flux et stocks, visible depuis l'introduction des comptes de patrimoine, qui n'apparaissaient pas jadis. Le risque ici, quand on veut se débarrasser de cette entrée par la CN, est de s'enfermer dans la seule économie prétendument réelle, en fait un système d'échanges réels. La production se trouve alors exclue, réduite à une fonction de production, à l'interface des marchés, la monnaie est introduite en fin de parcours, pour habiller l'équilibre réel ; quant à la finance, elle est présentée comme un monde à part, mystérieux. Prévaut alors une représentation de l'économie, sans relief, sans épaisseur, sans irréversibilité, où toute rigidité apparaît comme une anomalie. Sans contradiction aussi, dès lors que l'on élude les questions du partage de la valeur ajoutée et de la redistribution. Donc une vision réductrice, unidimensionnelle, qui a longtemps dominé, avec les conséquences que l'on sait. Et qui serait moins facile à imposer si l'initiation, la socialisation, commençait par un TEE.

L'enjeu, pédagogique et épistémologique, est la construction du cadre de référence, des catégories de représentation et d'analyse. S'en tenir à la seule définition du PIB et de quelques agrégats, à la seule équation ressources emplois à l'échelle globale, pour introduire l'équation de l'équilibre macroéconomique, sans présenter l'architecture des comptes, prive l'étudiant de ce cadre. Là aussi, l'expérience montre que l'absence de structure pour situer, relier, hiérarchiser les connaissances, conduit à la perte du sens et entrave la compréhension.

Mon intention n'est pas de broser un tableau crépusculaire. Il existe des cycles. Cette période est aussi celle du tournant empirique, de la soif des données, au risque parfois de l'indigence théorique. Avec les travaux de Piketty et de son *team*, on assiste au retour des grandes fresques historiques, dont la matière première est la construction des séries chronologiques, sur très longue période (*World Wealth and Income Database*). Et le débat qui se poursuit autour des nouveaux indicateurs de richesse oriente les projecteurs vers la comptabilité nationale, même si les échanges sont parfois acides. Comme le confirment ces colloques année après année, les chantiers ne manquent pas. Donc le combat continue.

Et les autres intervenants, autour de cette table vont pouvoir maintenant nuancer mon propos et ouvrir des perspectives un peu plus euphorisantes.